

<http://gec.venissieux.org/Reconstruction-du-Lyce-Jacques>



Elections Régionales 2010

Reconstruction du Lycée Jacques Brel, une bataille acharnée de la ville

- Les élus -



Date de mise en ligne : mardi 2 mars 2010

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Le dossier de la reconstruction du Lycée Jacques Brel ne date pas d'hier. Ce fut une longue bataille de la Ville pour que la Région prenne en compte le délabrement du lycée. Les conditions de travail pour les élèves et le personnel enseignant était devenu inadmissible. EN 2004, avec l'arrivée de la gauche à la Région Rhône Alpes, l'engagement fut pris d'une restructuration lourde du lycée. Cet engagement fut notamment pris par Marie-France Vieux Marcaux, vice Présidente aux Lycées. Malgré cela, il a fallu combattre les préjugés d'une partie du PS, de certains enseignants, de certains groupes de parents d'élèves qui souhaitaient voir abandonner les minguettes. Plusieurs années de luttes se sont déroulées. Mais la ville a eu la volonté de mettre en avant le site Démocratie, notamment avec l'arrivée du Tram, la médiathèque, et d'autres sites à proximité, la reconstruction du Lycée J. Brel s'inscrit dans ce projet d'ensemble. Les élus communistes et apparentés veulent offrir la même chance à tous les Vénissiens. L'équipe municipale fait le pari de la qualité pour le plus grand nombre. Les Vénissiens ont droit à du beau, du neuf, à de la qualité. C'est par cet offre que nous ferons tomber les préjugés, la ségrégation sociale.

Dans le cadre de la campagne des élections régionales, Marie France Vieux Marcaux est venue faire une conférence de presse sur le futur site du Lycée Jacques Brel. Entouré de Michèle Picard, Maire de Vénissieux, de Yolande Peytavin, Première adjointe, de Evelyne Ebersviller, de Christian Falconnet et Marie Christine Burrigand, tous deux Conseillers Généraux du canton sud de Vénissieux, elle a rappelé l'importance qu'on les collectivités de lutter contre la casse du service public, et notamment de l'Éducation Nationale où 36 000 postes vont être supprimés.